

OPÉRATION TURQUOISE

En 1994, 800 000 Tutsi du Rwanda furent victimes d'un véritable génocide. Avec eux périrent des dizaines de milliers de Hutu opposés aux massacres. La France mit tout en œuvre pour convaincre l'ONU d'envoyer une force de paix pour tenter de mettre fin à la tragédie. Ce fut l'opération Turquoise, placée sous le commandement du général français Jean-Claude Lafourcade. Pour ses hommes, tous soldats aguerris, le contact journalier avec l'horreur fut une épreuve à laquelle aucune formation ne les avait préparés.

C'est cette intervention que rapporte ici le général. Il expose les motifs qui ont conduit la France à agir au Rwanda, il décrit la mission qu'il estime avoir remplie le mieux possible et les conditions dans lesquelles vécurent les hommes engagés dans cette histoire dramatique.

En écrivant sa vérité, quoi qu'il lui en coûte, le général Lafourcade a voulu réfuter haut et fort les très graves mises en cause dont furent l'objet les militaires français, accusés par le gouvernement de Kigali d'avoir choisi un camp contre un autre, d'avoir perpétré des horreurs, et même de s'être rendus complices de génocide. Non, les soldats français et leur chef n'ont pas à rougir de leur action au Rwanda, même s'ils ne sont guère soutenus par les autorités politiques actuelles.

Le général de corps d'armée Jean-Claude Lafourcade, saint-cyrien, appartient aux troupes de marine au sein desquelles il a servi comme parachutiste. Il a commandé les forces armées en Nouvelle-Calédonie, puis la force d'action terrestre de Lille. Il fait partie du cadre de réserve depuis 2003.

Guillaume Riffaud est journaliste.

978-2-262-03128-2



9 782262 031282

www.editions-perrin.com

18 €

Prix France TTC

PERRIN

Photographie du général Lafourcade : © D.R.
Photographie du camp de réfugiés hutu : © Noël Oueda/Comma
Conception graphique : Marie de Lattre

GÉNÉRAL JEAN-CLAUDE LAFOURCADE
Guillaume Riffaud

OPÉRATION
TURQUOISE

GÉNÉRAL
JEAN-CLAUDE LAFOURCADE

Guillaume Riffaud

OPÉRATION
TURQUOISE

Rwanda, 1994

PERRIN

Opération Turquoise

matériel à recevoir, de troupes à accueillir, de journalistes qui exigent des explications... Et, bien sûr, pas assez de moyens humains pour assurer toutes les missions qui seraient nécessaires au Rwanda. Finalement, nous créons un poste de commandement (PC) humanitaire. C'est une innovation dont les résultats seront très positifs. Bien sûr, la suspicion gagne les ONG. Des militaires pour faire de l'humanitaire? A leurs yeux, c'est presque obscène : « Vous n'êtes pas à votre place, ce n'est pas votre rôle. » Elles craignent d'être instrumentalisées. Mais je leur explique que, dans l'urgence, il faut se serrer les coudes. Ce sont des acteurs responsables. Et si certaines cherchent la lumière des médias, la plupart veulent avant tout servir. Ce PC aura pour fonction de nous aider à gérer ensemble la sécurité des intervenants humanitaires sur le terrain, de permettre une prospection et une évaluation actualisée régulièrement des besoins en soins, en matériel ou en nourriture, bref, une mise en commun des outils logistiques, et une coordination concrète des actions. A sa tête, le colonel Schill fera un travail remarquable.

En début d'après-midi, dans un des rapports que j'envoie régulièrement à Paris, je note : « Ce jour, à 11 heures locales, sur renseignement de la population et audition de tirs par le COS, un

Au poste frontière

27 juin

accrochage a eu lieu à 10 km à l'est de Kirambo (50 km sud de Kibuye). Une centaine d'hommes avec mortiers et mitrailleuses. Il pourrait s'agir d'une infiltration du FPR pro-Tutsi que les FAR essaieraient de réduire. Nous confirmons le renseignement sans prise de risque de contact avec FPR. » En clair, mes hommes ont entendu des coups de feu et on leur a raconté que le FPR n'était pas loin. Cela se passe au Rwanda, dans les alentours de la colline de Bisesero, une zone où nous ne devons pas normalement rester la nuit. C'est Rosier qui m'a rapporté cela et il se pose des questions sur les informateurs. S'il s'agit d'un combat entre militaires FAR et FPR, c'est leur problème. Malgré tout, on sait maintenant que de nombreux Tutsi ont été massacrés parce qu'on les accusait d'être acquis à la cause du FPR, « l'ennemi national ». Ne serait-on pas dans cette situation? En même temps, Duval nous signale qu'un obus est tombé sur le marché de Bwakira le matin même, ce qui accrédite fortement la thèse d'une présence FPR pro-Tutsi. Il nous faut plus d'informations.

Un peu plus tard, vers 22 heures, j'envoie un nouveau fax à Paris : « Il se confirme, à la suite de l'accrochage de ce matin, qu'il y aurait un nombre assez élevé d'hommes en armes (1 000?) dispersés par groupes dans le triangle Gishyita-

Opération Turquoise

Mt Karongi (2995 mètres)-Gisovu. Les milices hutu et les militaires FAR de la région ouest semblent s'intéresser de très près à ce problème et annoncent l'arrivée du FPR. Il pourrait s'agir :

- soit d'éléments FPR infiltrés de nuit à partir de Gitarama qui pourraient chercher à couper la zone en deux ;
- soit de Tutsi ayant fui les massacres d'avril et cherchant à se défendre sur place.

Je penche pour la deuxième hypothèse. Dans ce cas, les risques sont les suivants :

- effectuer des reconnaissances avec des « guides » hutu et être taxés de collaboration avec les FAR ;
- effectuer des reconnaissances seuls, avec le risque de tomber sur le FPR ;
- ne rien faire et laisser se perpétrer des massacres dans notre dos.

[...] Compte tenu des effectifs dont je dispose sur le terrain, il sera difficile de contrôler l'ensemble de la zone FAR, car les réfugiés se cachent et les milices commettent leurs actes de nuit. Cela devrait donc prendre un certain temps avec le risque que les exactions se poursuivent, la nuit notamment. »

A des journalistes d'Europe 1 et du *Journal du dimanche* qui m'interrogent, je dis en substance :
« Pourquoi n'avancons-nous pas assez vite ? Parce

Au poste frontière

que nous sommes seuls. Seule la France a eu le courage d'intervenir et nos moyens sont pour l'heure limités. Où sont les Anglais et les Américains qui nous ont mis des bâtons dans les roues avant l'intervention ? »

Il fait nuit. Nous sommes sans arrêt sur le pont. Et nous sommes, effectivement, dans un véritable « merdier ».

29 juin Gishyta

Opération Turquoise

sérieux ne doute de notre impartialité. La pression diplomatique est moins forte.

Les ministres partis, je retourne en quatrième vitesse à mon PC parce qu'en début d'après-midi un événement étrange a attiré mon attention. Juste après le repas, alors que nous étions encore à Gishyta, deux personnes blanches à l'accent britannique ont interpellé le ministre. Nous n'étions à ce moment-là accompagnés que par cinq ou six journalistes, dont des représentants du *Monde* et du *Figaro*. Les deux Anglo-Saxons sortaient de nulle part. Comme souvent dans ce genre d'opération, des agents des services de renseignements étrangers s'infiltrèrent au sein du pool médiatique. C'est une manière comme une autre de collecter de l'information discrètement. Un de mes officiers m'a fait part de ses soupçons sur ces deux personnes. Qui sont-ils? Nous ne les connaissons pas. Nous avons parlé du « triangle de Kibuye » avec les reporters français et de notre difficulté à saisir ce qui s'y passe. Du point où nous étions, chacun pouvait entendre résonner des coups de feu au loin. Les deux hommes, qui se disaient envoyés spéciaux de grands quotidiens américains, ont alors apostrophé le ministre : « Que fait la France? » Ils disent avoir croisé des enfants tutsi aux mains brûlées dans la zone de Bisesero, au cœur de ce fameux « triangle ».

Le ministre et les journalistes

François Léotard leur a répondu : « Nous faisons ce que nous pouvons, c'est une opération délicate. » Les journalistes étrangers ont alors insisté sur le fait qu'il y aurait près de 3000 personnes menacées, poussant le ministre dans les retranchements de Turquoise. Celui-ci a fini par répondre en français puis en anglais pour se faire comprendre : « Où sont les autres pays? Pourquoi ne viennent-ils pas eux aussi relever ce "défi" humanitaire? »

Ainsi, à peine rentré au PC, je demande une note au « deuxième bureau » (nos services de renseignements). A 15 h 30, on me confirme les bruits qui courent : « Région de Bisesero, une centaine de Tutsi se sont présentés spontanément en voyant nos véhicules. Ils seraient environ 2000 cachés dans les bois, pourchassés tous les jours par des éléments de l'armée, gendarmerie et milices encadrant la population. Des morts récents, un enfant blessé. Dénuement nutritionnel et sanitaire extrême. Demande instante de protection et de soutien humanitaire. NOTA : un journaliste du *Figaro* aurait été témoin. » Pourtant, il est auprès de nous depuis trois jours et ne nous en a rien dit.

Nous avons pris beaucoup de retard. Mes craintes du 27 au soir semblent donc s'être confirmées. Je prends contact avec le colonel Rosier. Nous nous mettons d'accord pour amplifier les

cf. Lems

l'Etat
me dit

supplément
du 27

p. 87

Opération Turquoise

opérations de recherche sur la zone dès maintenant et nous concentrerons nos efforts sur le « triangle » demain dès l'aube. C'est le capitaine de corvette Marin Gillier qui mènera l'opération au lever du jour avec ses commandos de marine et les hommes du 13^e régiment de dragons parachutistes (13^e RDP).

8

Sous le choc de Bisesero

Aux aurores, le capitaine de corvette Marin Gillier, commandant les commandos marine, est parti avec ses hommes. L'équipe de recherche du 13^e RDP, menée par le capitaine Dunant, est venue lui prêter main-forte. Ils sont à pied et dans cette région où la pente moyenne est à 4%, ils ratissent les forêts prudemment. C'est une journée sans soleil, l'atmosphère est pesante. Au PC de Goma, nous suivons les rapports réguliers de l'opération. La tension est palpable. Je pourrais malheureusement dire : comme d'habitude. Voilà cinq jours que nous sommes là et les bonnes nouvelles sont rares. Si nous portons une attention particulière à ce qui se passe du côté de Bisesero, nous n'en sommes pas moins mobilisés par toutes les autres missions en cours. Le FPR tutsi accentue son offensive vers l'ouest et le sud. La rencontre semble inévitable. Quand et où

celle-ci aura-t-elle lieu? Si nous ne craignons pas l'affrontement, tout combat signerait l'échec de la mission. Que se passera-t-il s'ils s'en prennent sous nos yeux à la population hutu qu'ils qualifient dans son ensemble de «génocidaire»? Quant aux FAR hutu, ils commencent à se rendre compte que nous ne les aiderons pas. Nos rapports avec leurs unités deviennent tendus. Dans le sud-ouest du Rwanda, les découvertes de Tutsi menacés se multiplient. Il faut les protéger et évacuer les blessés. Dans le même temps, nous tombons sur d'importants camps de réfugiés hutu venant du Nord-Est qui ont fui devant l'arrivée du FPR. La situation humanitaire de ces camps est catastrophique.

Vers 15 heures, les équipes du capitaine de corvette Marin Gillier et du capitaine Dunant découvrent un important site de massacres et des centaines de survivants. Ils sont affamés, vêtus de guenilles, beaucoup sont blessés. Ils luttent depuis des semaines armés de pierres et de bâtons contre des miliciens, des militaires et des civils qui utilisent des fusils et des mortiers. Les machettes ont frappé ceux qui ne pouvaient courir assez vite. Le colonel Rosier déclenche immédiatement une opération d'envergure. Les hélicoptères évacuent les blessés et les plus fragiles. Les autres prennent place à bord des

camions. Il faut sécuriser la zone très rapidement, car la nuit tombe bientôt. Nous mettons à disposition tous nos moyens. Notre hôpital de campagne (EMMIR, élément médical militaire d'intervention rapide) qui a ouvert hier à Cyangugu y recevra les victimes. Les plus gravement atteints sont transportés à Goma où ils sont opérés à l'ACP (antenne chirurgicale parachutiste) : cette antenne est spécialisée dans les interventions graves liées aux combats.

Nous arrivons bien tard. Nos troupes sur place sont bouleversées. Dans les heures qui suivent, elles prennent la mesure de l'ampleur du massacre. Des centaines de cadavres de Tutsi, tués il y a deux mois, un mois, quinze jours, hier... L'horreur, encore, et le choc. Les auteurs du crime ne sont sans doute pas loin. Ils sont sûrement parmi les villageois, silencieux, qui regardent faire à distance les militaires français. Nous sommes contraints de les ignorer. Encore une fois nous n'avons pas les moyens de mener des enquêtes et de procéder à des arrestations. Je demande à Paris d'intervenir pour que l'ONU, qui n'a pas prévu cette mission, mette en place les moyens judiciaires et policiers pour l'effectuer.

Dans une de nos communications avec Rosier, nous abordons la question délicate d'un possible traumatisme des soldats et des cadres encore sous

le choc de Bisesero. Le capitaine de corvette Marin Gillier, tout comme ses hommes, a été ébranlé par ce qu'il a découvert. On le serait à moins. Nous devons veiller à la santé psychologique de nos hommes. La mission n'est pas finie, le pire est peut-être à venir. Je prends l'initiative de faire venir de Paris une cellule de soutien psychologique. Elle va s'avérer nécessaire et efficace tout au long de l'opération. Marin Gillier a su très vite réagir. Des années plus tard, devenu contre-amiral commandant les forces spéciales de la Marine, il s'illustrera en participant à l'assaut victorieux du navire *Ponant* qui avait été arraisonné par des pirates au large des côtes somaliennes. J'ai une grande estime pour lui et tous ceux qui sont intervenus, ce jour-là, dans ce « triangle » de Gishyta.

Le même jour, le général Dallaire me rend visite. Il a atterri à Goma à bord d'un Hercules C-130 accompagné de deux équipes de liaison, soit quatre officiers. Ceux-ci, des militaires maliens, ghanéens et autrichiens, sont habilités à prendre contact avec le gouvernement intérimaire rwandais. Une relation diplomatique complexe qu'ils vont gérer de concert avec l'ambassadeur Gérard. Dans l'entretien que j'ai eu avec le commandant de la MINUAR, j'ai noté les points suivants :

« Le général Dallaire a de fréquents contacts avec le FPR et semble plutôt « compréhensif » à son égard.

« - Selon lui, le FPR ne va pas arrêter les combats mais poursuivre sa progression, précédée d'infiltrations, vers Kibuye et Butare. Il pense qu'on risque un jour ou l'autre de s'affronter. Le général envisage le scénario où les FAR pourraient se replier pour nous laisser en contact avec le FPR.

« - De mon côté je lui explique ma vision de la situation, et les moyens dont je dispose. Il en est impressionné. Je suis déterminé à protéger les populations menacées. Je lui redis que la progression du FPR ne peut qu'entraîner d'autres massacres, à Butare notamment.

« - On a conscience qu'il est urgent d'arrêter les combats et de stabiliser le front pour permettre l'arrivée de la MINUAR II. Une solution politique, avec un cessez-le-feu, doit être trouvée rapidement si on ne veut pas une détérioration de la situation. »

Le soir, dans le rapport quotidien que je transmets à Paris, le premier bilan est tristement significatif :

« Les affrontements se sont poursuivis dans la région de Bisesero entre Tutsi et miliciens hutu. Dans les bois alentour, 500 civils tutsi ont été